



## **La création d'un "Comité de sauvetage de l'orpaillage guyanais" largement présenté par les médias mérite quelques remarques complémentaires :**

**Le comité déplore la disparition des opérateurs au profit des clandestins. Tout le monde condamne l'orpaillage clandestin et réclame son éradication évidemment !**

**Mais les légaux ont ils vraiment été "*exclus volontairement*" comme dénoncé par Mr Horth dans l'émission "Invité Café" de ce matin sur RFO Radio, ou se sont-ils tout simplement révélés incapables d'appliquer la réglementation concernant l'industrie extractive ?**

**A la suppression du mercure en 2006, des subventions étaient disponibles pour que les artisans puissent s'équiper en tables à secousses. Malgré la remontée du cours de l'or seule une toute petite minorité en a profité car... il fallait être à jour de ses cotisations sociales !... A la demande de la FEDOMG, un détaché du BRGM pendant 30 mois a été mis à leur disposition pour les aider à se remettre en règle. La plaisanterie a coûté aux contribuables la bagatelle de 300.000 euros. Auparavant la Région avait déjà débloqué 200.000 euros pour "redorer l'image de la profession" par l'élaboration d'une "charte de bonne conduite", ( voeu pieux car non contraignante et dénuée de tous contrôles par des instances indépendantes ).**

**Combien ces sommes ont-elles rapportées à la collectivité ? Ont-elles permis une amélioration de la situation des artisans ? La demande du Comité que la gestion du sous sol soit assurée par une "*autorité Guyanaise*" supprimerait-elle l'application de la Directive cadre sur l'Eau ou celle concernant la gestion des déchets, permettant "*une réinsertion à court terme de leur droit au travail*" ? (J.T RFO TV du 9/2/09)**

**En prétendant que "*les légaux pourraient remplacer les illégaux à défaut de les supprimer*" ( Emission "Invité Café" de ce matin sur RFO Radio)...ou que "*les 10.000 emplois clandestins sont autant d'emplois qui pourraient revenir aux guyanais*" (J.T de RFO du 9/02/09), QUI ce comité espère-t-il convaincre ?**

**Au plata qui se présentait il y a encore peu comme " le fer de lance de la future industrie minière guyanaise" avant son effondrement en bourse suite aux arrêtés de la préfecture pénalisant son comportement**

d'entreprise "voyou", rappelait sur son site : " *L'activité d'extraction aurifère se déroule, pour les personnels des mines, dans des conditions de travail et d'isolement difficiles. Le caractère attractif des rémunérations compense néanmoins, pour des personnes souvent originaires de pays dont le niveau de vie est très inférieur à celui de la Guyane, la pénibilité du travail. Il est en effet important de noter qu'une partie significative des effectifs opérationnels est issue des pays voisins de la Guyane Française, ces personnes étant attirées par le niveau des rémunérations proposées ".* [www.auplata.fr](http://www.auplata.fr)

Par ailleurs, en ce qui concerne les liens qui existent entre orpaillage légal et illégal, est-il besoin de ressortir les archives de France Guyane et de La semaine Guyanaise ? Les Guyanais n'ont pas la mémoire aussi courte .

Dans le même J.T du 9 février, le porte-parole du Comité regrette le manque à gagner en recettes fiscales des 18.000.000 de litres de carburant consommés (autrefois) par la profession annuellement. Certes, mais l'économie doit-elle primer sur la vie ? Sachant que 1 L de diesel = 2,8 kg de CO<sub>2</sub>, sans parler du méthane et de l'oxyde nitreux, ça fait combien de gaz à effet de serre ?

La Guyane, nos enfants, sont ils en dehors de la planète pour que nous nous dispensions de tout effort dans la lutte indispensable à mener d'urgence contre le réchauffement climatique ? Et, encore une fois, pour quelle utilité publique si ce n'est la destruction de notre patrimoine en biodiversité - véritable richesse de la Guyane - que nous avons été jusque là complètement incapable de valoriser par des contrats d'utilité réciproque avec nos 26 partenaires européens ?

Tandis que disparaît chaque jour un peu plus de la forêt amazonienne, que soufflent les ouragans et apparaissent les premiers réfugiés climatiques, alors que le Japon mise sur un "New deal Vert" pour contrecarrer la double menace du réchauffement climatique et de la crise économique en annonçant une réduction de ses émissions de carbone de 80% d'ici 2050, tandis que Obama défait la politique environnementale de son prédécesseur, alors que même Mr Sarkozy annonce la création prochaine d'une "taxe carbone",

... le Comité met en avant comme argument suprême, sa force de pollution annuelle : 18.000.000 de litres de carburant à brûler !

P.Monier  
Attac Guyane